



La lutte pour la souveraineté alimentaire en Palestine

Par [Sandra Guimarães](#) et [Anne Paq](#)

Mondialisation.ca, 30 juillet 2019

[Equal Times](#) 17 juillet 2019

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Pauvreté et inégalités sociales](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

[Cet article est accompagné d'une vidéo à visionner [ici](#)]

En Palestine, la souveraineté alimentaire est intrinsèquement liée à la lutte pour l'autodétermination. La dépossession des terres palestiniennes a commencé en 1948, lorsque 78 % de la Palestine historique est devenue Israël. Les 22 % restants – aujourd'hui appelés les « *Territoires palestiniens* » – sont entièrement occupés, ou sous le contrôle, de l'armée israélienne depuis 1967. Dans ces Territoires, les « *zones tampons* », le mur de séparation, les colonies israéliennes illégales et les zones d'exclusion militaires déposèdent petit à petit la population autochtone de terres agricoles et de ressources hydriques.

Ajoutez à cela les restrictions à la liberté de circulation et les attaques régulières des agriculteurs et de leurs cultures par les colons et vous comprendrez pourquoi les restrictions agricoles imposées par Israël font perdre [2,2 milliards de dollars par an](#) à l'économie palestinienne et pourquoi [31,5 % de la population vit dans l'insécurité alimentaire](#), selon l'ONU.

L'agronome et fermier Saad Dagher est un pionnier de l'agroécologie en Palestine. Il explique que les habitants de sa région, au nord de Ramallah, étaient tous des fermiers, jusqu'à ce qu'un changement commence à se produire à partir des années 70. « *Quand la première personne du village a quitté sa terre pour travailler dans une usine israélienne, en 1975, la communauté a vu cela comme une trahison à la cause palestinienne. Mais c'était une façon rapide de se faire de l'argent, ce qui a entraîné, petit à petit, l'abandon des terres.* » En 2019, d'après [un rapport](#) de l'Organisation internationale du travail, le manque d'opportunités sur le marché du travail palestinien est tel, que près de 127.000 habitants de la Cisjordanie doivent se tourner vers les emplois en Israël et dans les colonies de peuplement israéliens.

Saad Dagher, considéré comme le pionnier de l'agroécologie en Palestine, plante dans sa ferme, qu'il a appelé « Ferme Humaniste », située dans la région de Salfit. (Anne Paq)



M. Dagher cultive près d'une centaine de végétaux sur un petit bout de terre, dans le village de Bani Zeid Est. Pour nourrir sa famille, mais aussi pour vendre sur le marché local.

« Dans le passé, les champs d'oliviers n'étaient pas occupés que par des oliviers ; il y avait des figuiers, des vignes, des céréales, comme du blé et de l'orge, et des légumineuses, comme les pois-chiches et les fèves. Mais ces cultures exigent plus de soins, alors petit à petit elles ont été abandonnées et [seuls les oliviers sont restés](#). Aujourd'hui, l'agriculture palestinienne s'est complètement éloignée des méthodes traditionnelles ».

Alors que d'anciens fermiers palestiniens deviennent [de la force de travail bon marché de l'autre côté de la Ligne verte](#), la Palestine se transforme aussi en marché de consommation captif pour Israël qui contrôle les frontières. « *Nous sommes une nation sous occupation israélienne et nous avons besoin de produire des aliments qui nous rendront plus forts et indépendants. Nous ne produisons plus assez de nourriture, et nous sommes donc devenus dépendants des produits des colonies illégales israéliennes, bourrés de pesticides* », déplore le fermier.

Collecter et semer

Conscients de ce phénomène, des Palestiniens multiplient les initiatives pour renverser la tendance et renforcer leur souveraineté alimentaire. Ainsi, dans la ville palestinienne de Beit Sahour, une bibliothèque de semences paysannes a vu le jour. C'est une collection de semences ancestrales qui peuvent être empruntées et partagées par les agriculteurs. Après des années passées à l'étranger, Vivien Sansour, la femme à l'initiative de ce projet, a découvert que de nombreux végétaux locaux étaient en train de disparaître, ou avaient complètement disparu.

Perdre des végétaux comme le concombre blanc ou la pastèque *jadu'l*, qui lui manquaient tant quand elle était loin de la Palestine, signifiait pour elle perdre une partie de son identité. Alors en 2014, elle commence à collecter les graines de légumes en voie de disparition auprès des fermiers. C'est ainsi que le projet de bibliothèque de semences est né. Cette « *gardienne des graines* » ne voit cependant pas l'occupation de la Palestine comme un fait isolé du contexte mondial.

« Vous n'êtes plus un producteur, vous êtes un consommateur, et quel meilleur

moyen d'asservir quelqu'un que de le transformer en consommateur ? Cela se produit partout dans le monde, mais ici, c'est doublement accentué par le régime d'occupation », explique Vivien Sansour.

« *Je ne pense pas qu'une occupation militaire aussi brutale existerait sans qu'elle soit liée à toutes les forces oppressives en vigueur dans le monde actuel. En plus de vivre sous occupation, nous devons faire face à un système politique et économique mondial qui nous rend esclaves des entreprises du secteur agroalimentaire et des multinationales* », ajoute-t-elle. Répertorier et préserver les semences paysannes représente une forme de résistance que Vivien appelle « *agro-résistance* ».

Se réappropriier l'espace et son indépendance

Non loin de la bibliothèque de semences, dans la ville de Bethléem, se trouve le camp de réfugiés de Dheisheh. Plus de 700.000 Palestiniens ont dû quitter leurs maisons et leurs terres, après avoir été expulsés par les forces sionistes au moment de la création de l'État d'Israël en 1948, et se sont installés dans ces camps qui, 70 ans plus tard, existent toujours. Mais la population n'a fait qu'y augmenter de génération en génération. Les Palestiniens attendent toujours une solution politique garantissant leur « *droit au retour* », un principe affirmé par une résolution de l'ONU datant de 1948.

Construit en 1949 pour 3.000 réfugiés en provenance de 45 villages, le camp de Dheisheh, abrite aujourd'hui 15.000 personnes dans une superficie de moins de 1 km². C'est un des plus grands camps de réfugiés en Cisjordanie. La plupart des réfugiés palestiniens étaient des paysans d'origine, mais dans les camps surpeuplés, ils se trouvent désormais déconnectés de la terre, un élément pourtant essentiel de leur identité millénaire.

« Il est presque impossible d'acheter des terres maintenant », déclare Dragica Alafandi, qui vit avec sa famille dans le camp de Dheisheh.

Dragica est née en Bosnie et s'est installée en Palestine avec Mustafa, son mari réfugié palestinien, en 1994. Il y a quelques années, elle a commencé à planter des herbes et des légumes dans des pots sur son toit, pour augmenter l'autonomie alimentaire de la famille. En 2017, elle a reçu une serre de Karama, une organisation communautaire basée à Dheisheh. Depuis 2012, cette organisation promeut une initiative de micro-fermes sur les toits, aidant ainsi les femmes de Dheisheh à créer des jardins potagers.

L'eau dans les Territoires palestiniens est contrôlée par Israël en vertu des Accords d'Oslo II de 1995, et en avoir assez pour garder la micro-ferme en vie est le plus grand défi de Dragica. « *Les coupures d'eau sont assez difficiles à gérer. L'eau arrive plus ou moins tous les dix jours, pendant 24 heures. Parfois moins.* » Vient ensuite le fait que la Palestine est sous occupation militaire depuis des décennies, ce qui se traduit par des poussées de tensions régulières, surtout aux abords des camps. « *Il y a des soldats israéliens qui tirent presque toutes les nuits ici. Les bombes de gaz lacrymogène volent partout. Notre toit est assez haut, mais j'ai toujours peur qu'ils détruisent la serre.* »

Préserver sa santé, de corps et d'esprit

Alors que les pays du Nord s'intéressent de plus en plus à la qualité de leur nourriture, [les pays du Sud se retrouvent submergés de leur nourriture industrielle qu'ils produisent](#), mais

ne veulent eux-mêmes plus consommer. Si vous allez dans un supermarché en Palestine, vous trouverez surtout des aliments transformés, chargés d'huile et de sucre bon marché, portant les logos des mêmes marques que partout ailleurs dans le monde occidental, et des étiquettes bien souvent en hébreu, venant directement de fournisseurs israéliens. Les alternatives qui s'offrent aux consommateurs palestiniens sont finalement très limitées.

Cela a un impact désastreux sur la santé des gens. *« Lorsque vous détruisez la santé de quelqu'un, vous détruisez également son esprit »,* déclare Vivien. *« Vous leur dites qu'ils ne valent rien. L'oppression gagne vraiment, quand nous commençons à croire que nous sommes des déchets et donc nous mangeons des déchets. Nous commençons à vivre comme si nos vies n'avaient pas de valeur. »*

Depuis qu'elle a commencé à récolter sa propre nourriture, Dragica a vu la façon dont sa famille mange changer. *« Maintenant nous mangeons beaucoup plus de salades, plus de soupes. Nous ne pouvons pas cultiver tout ce dont nous avons besoin, mais le peu de choses que nous pouvons faire pousser ici, quand nous le préparons, c'est toujours spécial. »*

Pour Vivien, la meilleure forme de résistance est de *« refuser le discours de votre oppresseur, de répondre « je ne suis pas une poubelle et je ne vais pas manger votre poubelle. » Je pense que nous pouvons tous choisir de rendre notre vie un peu plus tolérable en ce moment. Parce que nous serons libres. Pas maintenant, mais nous le serons. Je me sens libre quand j'ai ces graines dans les mains. »*

Il ne s'agit pas uniquement de préserver des semences, ni de cultiver des légumes chez soi. Il s'agit de reprendre le contrôle de certains aspects de sa vie, dans un lieu où toutes les vies sont contrôlées par l'occupation militaire israélienne. *« Je ne cultive pas que des plantes pour manger »,* explique Dragica, *« je cultive également des plantes pour leurs valeurs thérapeutiques. Et c'est aussi bon pour l'esprit. Mes enfants aiment venir ici, ils aiment juste s'asseoir et profiter du fait d'être entourés de plantes. Dheisheh est tout en béton et en fer, ce jardin est donc un petit trésor. Dans les camps, les toits sont utilisés comme un petit endroit où s'échapper, quand on a nulle part ailleurs où s'échapper. »*

Sandra Guimarães et Anne Paq

Cet article est accompagné d'une vidéo. [Cliquez ci-dessous pour la visionner](#)

Cet article fait partie du projet [Baladi - Rooted Resistance](#), un projet multimédia qui explore l'agro-résistance en Palestine.

Origine: <https://www.equaltimes.org/planter-la-resistance-la-lutte>

La source originale de cet article est [Equal Times](#)

Copyright © [Sandra Guimarães](#) et [Anne Paq](#), [Equal Times](#), 2019

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca